

mentaire: «Parlait-il aussi d'exercer un contrôle plus strict sur le Parlement, et songeait-il également au Sénat?»

Je regrette que le ministre des Finances ait précipitamment quitté sa banquette. Le premier ministre a répondu: «Non, monsieur l'Orateur. Il songeait, selon moi, à se débarrasser de certains députés inutiles de l'arrière-ban de l'opposition.»

Voilà ce que pense le premier ministre: Débarrassons-nous des partis d'opposition et des députés de l'arrière-ban. Ce sont des inutiles. Voilà comment le gouvernement veut gouverner—en éliminant l'opposition. C'est honteux d'entendre le premier ministre de notre pays faire de telles remarques à propos de la Chambre des communes. Pour montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'un feu de paille, le premier ministre s'est rendu à Montréal en fin de semaine et il y a fait un discours.

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, je m'oppose ordinairement au massacre des phoques, mais lorsque j'entends tout cela, je suis enclin à changer d'avis. Qu'a dit le premier ministre? Je ne le citerai pas, mais je répéterai simplement ce que rapporte l'article:

M. Trudeau a déclaré que les partis de l'opposition ont qualifié son gouvernement d'arrogant, lorsqu'il a renforcé l'application des règles parlementaires, mais de faible et d'incapable, lorsque les projets de loi ont été débattus durant des semaines à la Chambre.

De fait, ces deux choses vont de pair. Lorsqu'on trouve un gouvernement faible et incompetent, il est arrogant. C'est comme un incompetent qui devient brutal pour se faire écouter dans son entourage. Telle est la situation où se trouve le gouvernement. Le gouvernement a imposé la clôture. En vertu de l'article 75c du Règlement parce qu'il est faible, incompetent et qu'il ne peut faire convenablement fonctionner un gouvernement parlementaire. Voilà pourquoi, le gouvernement a pris cette initiative arrogante et stupide en imposant la clôture. Les priorités du premier ministre ont été bouleversées parce que le gouvernement a été arrogant.

Cela s'accorde parfaitement avec la déclaration qu'a faite le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration à Saskatoon, avec la déclaration du premier ministre comme quoi il doit être maître à la Chambre des communes et les députés de l'opposition ne comptent pas, avec les déclarations qu'il a faites à Montréal et à la Chambre, et avec l'attitude du gouvernement à l'égard de ce projet de loi—imposant comme il l'a fait la clôture deux semaines consécutives—ainsi que celle du ministre des Finances, qui a manœuvré au Sénat pour y faire adopter le projet de loi sans tarder.

• (8.30 p.m.)

M. Paproski: Alors, honte à vous!

M. Baldwin: Le ministre des Finances (M. Benson) sait que je dis la vérité. Quels sont les faits? Lorsque la clôture a été appliquée la semaine dernière, il y avait plus de 200 articles et paragraphes, de la monstruosité législative qui n'avaient pas été mis en délibération, et qui n'avaient pas fait l'objet d'une décision ou d'une discussion. Telle était la situation alors que pendant trois heures et demie...

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: ... la Chambre a dû siéger, en butte à la clôture, pour que soient mis aux voix plus de 200 articles et paragraphes du bill qui n'avaient pas été débattus.

[M. Baldwin.]

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est une honte!

M. Baldwin: C'est là un des chapitres les plus sombres de l'histoire parlementaire du Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Mes honorables vis-à-vis se conduisent exactement comme leurs prédécesseurs se sont conduits en 1956.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je profite de l'occasion pour inviter les députés à permettre au représentant de Peace River (M. Baldwin) de continuer son discours. Si les députés veulent contester certaines assertions, la Chambre a certes tout le temps voulu et ils pourront prendre la parole ultérieurement.

M. Baldwin: Je vous remercie de votre protection, monsieur l'Orateur. Je veux simplement poursuivre ce que mon ami le chef de l'opposition (M. Stanfield) a dit, soit que nous aurons encore la réplique du débat sur le pipeline, que l'an prochain les électeurs du pays traiteront le gouvernement actuel comme ils ont traité l'autre en 1957. Alors, on se souviendra de la conduite cynique du gouvernement.

Car ce gouvernement, sans aucun égard ni aucune considération pour le Parlement, a lutté pour emporter l'adoption de cette mesure, qu'on ne comprend pas et qu'on n'a pas assez examiné, dont la portée dépasse l'entendement du ministre et de ses collègues et sûrement des contribuables du pays. Le bill est si compliqué que chacun des contribuables va avoir besoin d'un expert comptable. Que demandions-nous en somme? Une chose bien simple, honnête et qui tient compte de la réalité, que le bill soit fractionné, qu'on en adopte les articles, raisonnables à nos yeux et dont notre parti, d'autre partis de l'opposition et quelques membres du gouvernement recommandaient instamment l'adoption, et que l'application du reste du bill soit suspendue assez longtemps pour nous permettre de comprendre le projet de loi.

L'hon. M. Benson: Cela signifie tout simplement que vous ne l'avez jamais lu.

M. Baldwin: Le ministre des Finances a dit que la chose était impossible, du point de vue administratif. Je répète ce que je disais à la Chambre la semaine dernière: des gens, comme le ministre et ses conseillers, qui sont assez retors pour incorporer dans un projet de loi des monstruosité comme celles qu'on y trouve actuellement, ne devraient avoir aucun mal à apporter les changements administratifs et législatifs voulus pour remettre à l'an prochain l'application des autres parties du bill, comme nous l'avons proposé. Ce n'était là qu'une excuse.

Ce qui est en jeu ici, c'est le prestige du gouvernement, il n'y a pas de doute là-dessus. Il a échoué avec son projet de loi sur l'auditeur général, avec son bill C-244, avec le bill C-176, et une ou deux autres mesures. Bon nombre de bills inscrits au *Feuilleton* vont rester en plan avec la fin de la session, et le gouvernement a dit qu'il n'osait pas, ne pouvait pas et ne devait pas laisser passer cette session-ci